

Suisse-Chine, 60 ans d'une relation d'intérêts

OÛIGOURS

Eveline Widmer-Schlumpf a multiplié les contacts hier pour régler la délicate question de l'accueil de deux Chinois turcophones prisonniers Guantánamo. Mais la Chine y voit une atteinte aux relations sino-suisse, nées en 1950.

SERGE GUMY

Les deux frères ouïgours détenus à Guantánamo recevront-ils l'asile en Suisse? Hier, la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf a rencontré le ministre jurassien Charles Julliard, puis Elizabeth Gilson, l'avocate américaine qui défend les deux détenus.

Berne osera-t-il défier la Chine? Si la Suisse accueille ces musulmans turcophones, que Pékin considère comme des terroristes, elle mettra en danger les relations entre les deux pays, menace l'ambassade de Chine. Des relations nouées il y a tout juste soixante ans, comme le rappelle le dernier volume des *Documents diplomatiques suisses* qui vient de paraître. Eclairage avec leur directeur Sacha Zala.

Dans ses protestations, la Chine



Sacha Zala, directeur des Documents diplomatiques suisses. (DR)

se r f re l'amitié qui la lie la Suisse. Mythe ou réalité ?

La Suisse a effectivement été le cinquième Etat occidental à reconnaître la République populaire de Chine, le 17 janvier 1950, après les pays scandinaves et la Grande-Bretagne. Le Conseil fédéral se trouvait face à un dilemme: d'un côté, il désirait attendre que d'autres pays fassent le pas avant lui. De l'autre, il voulait nouer des relations avec la Chine communiste avant que n'éclate une probable guerre en Corée. Car s'il avait agi après l'éclatement du conflit, cela aurait passé comme un geste hostile envers les Etats-Unis.

Pourquoi la Suisse avait-elle intérêt à traiter avec la Chine?

Il y avait d'abord une énorme pression de l'industrie d'exportation, aimantée par le marché chinois. Berne devait aussi défendre les intérêts de ses citoyens établis en Chine – pour l'essentiel, des missionnaires et des religieuses – et les protéger des expropriations.

Et la Chine, inversement?

Elle avait un grand intérêt pour les montres, les machines et la haute technologie helvétique – et pour la technologie américaine, qu'elle importait via la Suisse jusqu'à ce que les Etats-Unis mettent le hola en 1953. En outre, pour Pékin, les relations avec la Suisse lui permettaient de poser un petit pied dans le monde occidental.

La Suisse a-t-elle tout compensé de son geste envers Pékin?

Oui. Elle a été appelée à faire partie de la commission neutre d'armistice entre les deux Corées, ce qui lui vaut aujourd'hui encore de surveiller la ligne de démarcation. La Suisse a ainsi redonné un contenu à sa neutralité et développé tout au long de la guerre froide une pratique des bons offices qui durera jusqu'en 1989 et la chute du mur de Berlin.

Cette relation d'intérêt n'a-t-elle pas tourné l'avantage de la Chine?

Depuis dix ans, elle a pris un poids politique et économique énorme, au point qu'aucun pays ne peut plus se permettre le luxe de la critiquer ouvertement, la Suisse pas plus qu'un autre. La Chine peut ainsi faire beaucoup de bruit pour cette affaire des Ouïgours, certes symbolique – comme pour le Tibet, elle

crainait le risque d'explosion nationaliste – mais objectivement de peu d'importance pour elle.

Pour vous, l'historien, le Conseil fédéral doit-il octroyer l'asile aux Ouïgours de Guantánamo?

Je vous le dirai dans trente ans, quand je connaîtrai toutes les cartes qu'il a en main! Il doit trancher entre deux intérêts légitimes: les droits de l'homme ou la défense de ses intérêts commerciaux en Chine. Mais entre les deux, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse.



Eveline Widmer-Schlumpf et Charles Julliard. La conseillère fédérale a rencontré vendredi le ministre jurassien. (FLORIAN CELLA/2009/ARC/2006)

Ex-détenu de Guantánamo: rencontre entre Berne et le Jura

Journée peut-être cruciale, hier, dans le dossier des deux ex-prisonniers ouïgours de Guantánamo. Le matin, tout d'abord, le ministre de la Justice jurassien Charles Julliard a rencontré à Berne Eveline Widmer-Schlumpf. Et puis, selon la Radio suisse romande, la conseillère fédérale a reçu dans l'après-midi Elizabeth Gilson, l'avocate américaine qui défend les deux Chinois turcophones.

Dès lors, un déblocage du

dossier est-il proche? «La discussion a été constructive, nous avons reçu beaucoup d'informations dont nous avons besoin pour prendre une décision», que ce soit sur les aspects techniques ou financiers, a déclaré Charles Julliard à la RSR. Pour le ministre, «il n'y a à ce stade pas de divergences entre le Jura et la Confédération».

La balle est désormais dans le camp du gouvernement jurassien, qui abordera ce dossier mardi au cours de sa séance hebdomadaire.

«Mais il n'est pas certain qu'il prenne déjà une décision ce jour-là», précise le porte-parole du gouvernement, Pierre-Alain Berret. La décision finale reviendra toutefois au Conseil fédéral. A titre humanitaire, le gouvernement a déjà donné son aval à l'accueil d'un Ouzbek, qui devrait s'installer à Genève, seul autre canton avec le Jura à s'être dit prêt à accueillir un ex-détenu du camp que veut fermer le président américain Barack Obama. (ats)